

Rétrovisueur

Chili, il y a 35 ans : ds capitulations à la tragédie

vendredi 19 septembre 2008, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 11 septembre 2008).

Le 11 septembre 1973, le coup d'État du général Pinochet mettait fin dans le sang au gouvernement d'Unité populaire au Chili et à une situation de double pouvoir.

Sommaire

- [Dualité de pouvoirs](#)
- [Les militaires au gouvernement](#)

Le 11 septembre 1973, Salvador Allende, président socialiste, est assassiné, des dizaines de milliers de militants sont emprisonnés, torturés, assassinés. La terreur s'abat sur tout le Chili, avec d'autant plus de sauvagerie qu'il s'agissait, pour les militaires et les classes dominantes, d'éradiquer une révolution.

Car le Chili des années 1970-1973 a bien vécu une situation révolutionnaire, marquée par une irruption exceptionnelle du mouvement de masse sur la scène sociale et politique. C'est peut-être l'expérience révolutionnaire des années 1970 la plus avancée, en termes de combativité, de conscience et d'organisation, dans un pays qui mêlait à l'époque les traits de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain et ceux d'un mouvement ouvrier « classique », avec des partis et des syndicats de masse. L'expérience chilienne résulte d'une alliance exceptionnelle de toutes les classes populaires contre l'oligarchie terrienne et financière, subordonnée aux intérêts de l'impérialisme américain. Elle sera surtout marquée par une mobilisation de la classe ouvrière, polarisant tout le champ social.

La victoire électorale de Salvador Allende et du gouvernement de l'Unité populaire, le 4 septembre 1970, ouvre une nouvelle période historique. Résultant d'une montée des mouvements de masse, dès les années 1966-1967, cette victoire électorale des partis ouvriers provoque une accentuation sans précédent des contradictions de classes, qui se dénouera, malheureusement, par le coup d'État de Pinochet. L'Unité populaire, sous la direction de Salvador Allende, était composée de plusieurs formations de gauche. Le Parti socialiste chilien était d'un type particulier, à l'époque dirigé par des tendances de gauche et se réclamant d'une politique de « front des travailleurs ». Le Parti communiste, un des plus stalinien d'Amérique latine, incarnait au gouvernement la pointe avancée d'une politique légaliste vis-à-vis des institutions et des forces armées chiliennes. L'Unité populaire comprenait enfin deux autres partis, d'origine chrétienne, le Mouvement d'action populaire unifié (Mapu) et la Gauche chrétienne.

Dualité de pouvoirs

Mais au-delà de la politique de la direction de ces partis, l'Unité populaire disposait d'une base

sociale populaire majoritaire, qui allait polariser la société chilienne. Après quelques premières hésitations de secteurs de la Démocratie chrétienne, l'ensemble des forces bourgeoises vont se déchaîner contre le nouveau pouvoir, et surtout contre le processus de mobilisation et d'organisation des travailleurs.

Considérant le gouvernement d'Unité populaire comme « leur » gouvernement, les ouvriers et les paysans vont progressivement vouloir contrôler et gérer leurs entreprises, occuper leurs terres, bref, prendre en charge la marche de l'économie et de la société. Les ouvriers exigent l'extension du champ des nationalisations et leur contrôle. Les paysans s'engagent dans un mouvement d'occupation des terres. Ce processus d'auto-organisation s'approfondit alors que la droite et le patronat multiplient les sabotages, dans l'administration, dans les transports, dans l'approvisionnement des classes populaires. Des juntas d'approvisionnements (JAP), des coordinations de « commandos communaux » dans les villes et villages, des coordinations de syndicats de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) formant des « cordons industriels » se développent. Les affrontements de classes débouchent sur un processus de dualité de pouvoirs, entre les travailleurs et leurs organisations d'un côté, la droite et le patronat de l'autre. Dans cette confrontation, la politique des directions de l'Unité populaire, surtout celle du PC, consiste à freiner le mouvement, à s'y opposer parfois, pour le canaliser dans un cadre constitutionnel, celui d'une légalité dictée par les classes dominantes et l'armée.

Les militaires au gouvernement

Dès octobre 1972, Allende va ainsi intégrer des militaires au sein de son gouvernement. Il y appelle même Pinochet, le nommant, deux mois avant le coup d'État, responsable des relations entre la CUT et les forces armées ! Le secrétaire général du PC chilien, Luis Corvalan, déclare en octobre 1972 que « *le cabinet au sein duquel sont représentées les trois branches des forces armées constitue une digue contre la sédition* ».

Dès l'entrée des militaires, des composantes du mouvement populaire s'opposent au gouvernement. Tout un secteur, emmené par le MIR – principale organisation de la gauche révolutionnaire, dont la IV^e Internationale était solidaire – mais aussi par des courants de gauche au sein du PS, de la Gauche chrétienne, des syndicats et associations populaires, s'oppose à cette orientation réformiste, en luttant pied à pied contre les concessions, puis les capitulations, des directions de l'Unité populaire face aux forces armées. Il dénonce toutes les politiques d'alliance avec la bourgeoisie et les militaires et stimule les processus d'auto-organisation, jouant un rôle clé dans le développement des « commandos communaux ».

En juillet 1972, le MIR a ainsi eu une responsabilité décisive dans la naissance de l'assemblée populaire de la ville de Concepción. « *Tous à l'assemblée du peuple pour dénoncer le caractère contre-révolutionnaire du Parlement* » : tel était l'axe d'un appel au front unique, signé par l'ensemble des organisations sociales et politiques de gauche, à l'exception du PC.

L'entrée des militaires au gouvernement, en octobre 1972, constitue un tournant majeur. Il aurait fallu, à partir de là, renforcer la bataille pour une alternative indépendante du gouvernement d'Unité populaire et faire en sorte qu'un des slogans du MIR, « *Créer un pouvoir populaire* », se généralise et se centralise. Mais les illusions sur le gouvernement paralysent le mouvement de masse, y compris des secteurs importants de la gauche révolutionnaire. Le simple « gauchissement » de la politique de l'Unité populaire n'est pas à la hauteur des enjeux de la situation. Il aurait fallu pousser jusqu'au bout la logique de dualité de pouvoirs, étendre et centraliser les organismes de pouvoir populaire, et préparer les conditions d'un affrontement inévitable avec l'armée.

Le moment le plus favorable pour déployer cette politique aura sans doute été juin 1973, après l'échec du « tankazo », le premier coup d'État des militaires. Ayant raté leur coup, ces derniers étaient alors sur la défensive et le mouvement populaire reprenait l'offensive politique. Il y aura là un moment favorable. Même si rien ne permet, bien sûr, d'affirmer qu'une autre stratégie aurait évité la défaite. Ce qui est sûr, c'est que les directions réformistes majoritaires de l'époque portent une responsabilité majeure dans cette tragédie chilienne.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2265, 11/09/2008.